

Casernement des membres de la Force de Défense Nationale (FDN) pour atténuer l'impact de leur présence au sein des populations

A remplir par le Bureau d'Appui au Comité de Pilotage	
Réunion n°: 06/07	Date de la réunion: 05 Avril 2007
Point n°: 1	Projet: BDI/B/2

Au : Comité de Pilotage conjoint du Fonds de Consolidation de la Paix du Burundi	Date de soumission: 02/04/07
De : Ministère de la défense nationale et des anciens combattants	Contact: Général de Brigade Célestin NDAYISABA - MDNAC - Tél : 257 22 226918
Via : Equipe d'experts du Comité de Pilotage <input checked="" type="checkbox"/> Approbation <input type="checkbox"/> Remarques	Contact: +257223423 E/ mail :nahaado@yahoo.fr
Si approuvée, la présentation proposée aboutira à: <input type="checkbox"/> la poursuite du Projet existant <input checked="" type="checkbox"/> Un nouveau Projet <input type="checkbox"/> Autres (Préciser)	La présentation proposée est le produit: <input checked="" type="checkbox"/> d'un travail conjoint des Autorités nationales et des Nations Unies dans le cadre du Plan prioritaire du Fonds de Consolidation de la Paix pour le Burundi <input type="checkbox"/> Autres (Préciser)
Intitulé du Projet : Casernement des membres de la Force de Défense Nationale (FDN) pour atténuer l'impact de leur présence au sein des populations	
Montant des fonds du FCP demandé pour le Projet proposé: \$ 4 583 000	
Montant des charges indirectes demandé: (7%)	

1. Historique

L'état de délabrement des infrastructures existantes et le fait que leur capacité est insuffisante pour accueillir les effectifs actuels de la FDN font que ses membres soient éparpillés à travers tout le pays sur des "positions militaires". Ils vivent dans des conditions précaires, peu favorables à la professionnalisation du corps, et souvent aux crochets de la population avoisinante avec des conséquences néfastes pour cette population civile (corvées, actes de violence, vols, viols, vagabondage sexuel, transmission élevée du VIH/SIDA). Le retour de la paix et de la sécurité au Burundi doit s'accompagner d'un retour dans les casernes des membres de la FDN.

2. Raison d'être du Projet

L'urgence est aujourd'hui de permettre le retour des militaires dans leurs casernes, en effet ces militaires éparpillés au sein de la population constituent une des principales sources d'insécurité pour cette population et un facteur important dans les violations des droits de la personne humaine.

Ce projet vise à réhabiliter 14 unités déjà existantes qui serviront à l'hébergement des hommes de troupes. La réalisation de ce projet permettra également de consolider le processus d'intégration et de professionnalisation dont est issue la FDN. En effet, le casernement des membres de la FDN dans des infrastructures appropriées facilitera un renforcement de ses structures de commandement et de contrôle, ceci favorisera la création d'un environnement propice à la professionnalisation du corps, ainsi qu'une amélioration de la discipline. Cela aboutira à une réduction du nombre des violations perpétrées par certains membres de la FDN à l'encontre de la population, ce qui est le but essentiel de ce projet.

Le projet contribuera aussi à la sauvegarde de l'environnement dans la mesure où les travaux de réhabilitation prévus par le projet visent essentiellement les systèmes d'évacuation sanitaire qui sont actuellement défectueux. D'autre part, les militaires éparpillés dans les différents cantonnements abusaient de l'utilisation du bois de chauffage alors que les casernes utilisent essentiellement la tourbe. Le recours au bois de chauffage est fait en consultation avec le Ministère de l'Environnement qui indique les vieilles plantations prêtes à être recyclées.

3. Evaluation technique des propositions par l'Equipe d'experts au Comité de Pilotage

Fournir une synthèse concise de l'évaluation de la proposition faite sur base des critères suivants:

<i>Critères absolus pour l'acceptation du projet</i>		
(1)	Le Projet se réfère directement au Plan Prioritaire de Consolidation de la Paix au Burundi.	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/> *
(2)	Le Projet répond aux besoins immédiats de consolidation de la paix	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/>
(3)	Le Projet implique des acteurs et/ou institutions qui ont rôle réel ou un rôle potentiel dans la consolidation de la paix	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/>
(4)	Le Projet ne fait pas double emploi avec des activités menées par d'autres acteurs	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/>
(5)	Les résultats attendus et l'impact du projet s'inscrivent dans une dynamique de durabilité	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/>
(6)	Les risques liés à l'exécution du projet sont d'un niveau acceptable.	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/>
(7)	Les liens entre les résultats et le budget sont consistants.	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/>

<i>Critères additionnels pour l'examen du projet</i>		
(8)	Le Projet cible ou implique des bénéficiaires sur qui la consolidation de la paix a un impact	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/>
(9)	Le projet s'inspire des expériences existantes au Burundi ou dans la sous région.	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/>
(10)	Le Projet vise à construire ou renforcer des capacités et/ou initiatives locales/nationales de consolidation de la paix.	1 <input type="checkbox"/> 2 <input checked="" type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/>
(11)	Les structures Gouvernementales et/ou autres entités de mise en œuvre ont la capacité d'exécuter le Projet et de produire les résultats attendus dans les délais.	1 <input type="checkbox"/> 2 <input checked="" type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/>
(12)	Les bénéficiaires ont été consultés dans le cadre de l'élaboration du Projet.	1 <input type="checkbox"/> 2 <input checked="" type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/>
(13)	Le Projet prévoit la participation des bénéficiaires dans sa mise en œuvre et dans son évaluation	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/>
(14)	Le Projet peut être exécuté dans les 12 mois et atteindre les résultats attendus	1 <input type="checkbox"/> 2 <input checked="" type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/>
(15)	Le projet prend en compte les préoccupations transversales tels que le Genre, le VIH/SIDA, l'Environnement.	1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/>

Capacité de mise en œuvre du Projet

	2007	2008
Engagements estimés (\$)	4 583 000	
Décaissements estimés (\$)	3 500 000	1083 000

Projet approuvé par le Ministère responsable

Le 29 Mars 2007

4. Examen administratif par l'équipe d'experts au Comité de Pilotage

Vérifier le contenu du format de proposition de Projet

- | | | |
|---|---|---|
| <input type="checkbox"/> Page de garde (première page) | Oui <input checked="" type="checkbox"/> | Non <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Cadre logique de travail | Oui <input checked="" type="checkbox"/> | Non <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Justification du Projet | Oui <input checked="" type="checkbox"/> | Non <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Arrangements de gestion du Projet | Oui <input checked="" type="checkbox"/> | Non <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Analyse des risques et hypothèses | Oui <input checked="" type="checkbox"/> | Non <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Budget | Oui <input checked="" type="checkbox"/> | Non <input type="checkbox"/> |
|
 | | |
| <input type="checkbox"/> Rapport(s) Final et/ou Périodiques (pour financement additionnel uniquement) | Oui <input type="checkbox"/> | Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Frais de Gestion | Oui <input checked="" type="checkbox"/> | Non <input type="checkbox"/> |

Faire une évaluation/commentaire concis(e) basée sur:

- La possibilité réelle d'une mise en œuvre sur un an*

Possible

- Frais de soutien indirect des agences*

Frais de Gestion 7 %

- Examen général de la présentation du Projet*

Recommandations

Approbation

6. Décision du Comité de Pilotage du FCP pour le Burundi

- Approuvé pour un budget total de \$ 4 583 000
- Approuvé avec modifications/conditions
- Renvoyé avec la remarque de le rendre conforme aux termes de référence
- Reporté
- Rejeté

Motif/Remarques

S.E.Monsieur le Représentant Exécutif du
Secrétaire Général
Youssef Mahmoud

S.E.Monsieur l'Ambassadeur
Antoine Baza

CoPrésident du Comité de Pilotage Conjoint

CoPrésident du Comité de Pilotage Conjoint

Signature :

Date :

7. Action prise par le Coordonnateur Exécutif du Bureau du Fonds fiduciaire pour la Consolidation de la Paix à New York (MDTF)

- Projet en conformité avec les dispositions des mémorandums d'entente entre les Nations Unies - PNUD, PNUD - agences participantes des Nations Unies ; et en conformité avec la lettre d'entente avec les donateurs (le cas échéant)

Although the project implementation arrangements approved by the SC are rejected by UNDP based on clarity regarding the stated role & responsibility, UNDP.



18/5/01
.....
ate

Activités essentielles :

- Équipement de la Brigade et de la Cour anti-corruption pour les rendre opérationnels ;
- Organisation d'ateliers de formation pour les membres de la Brigade et de la Cour ;
- Organisation d'ateliers nationaux, régionaux et communaux pour assurer la sensibilisation et le débat sur la loi portant prévention, répression des actes de corruption et infractions connexes et le rôle des différents acteurs dans cette lutte
- Appui à l'OLUCOME et aux médias

Date d'examen par le groupe d'experts : Le 02 avril 2007

Date d'Approbation par le comité de Pilotage : Le 05 Avril 2007

	<i>Signature</i>	<i>Date</i>	<i>Nom/Titre</i>
Ministère de la Bonne Gouvernance, de l'Insp Générale de l'État et de l'Administration Local		18/04/2007	RUTHORA Papien Chef de Cabinet
PNUD		18/04/2007	ANTONIUS BIRWAN DIRECTEUR PAYS